

STRATÉGIE DE COMMUNICATION



UNITED NATIONS
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

PROJET FEM 9263-ONUDI 150266 EN COLLABORATION AVEC

Ministère en charge de l'Environnement

Projet «Gestion écologiquement rationnelle des polluants organiques persistants (POP) et des polybromodiphényléthers (PBDE) provenant des déchets industriels»:



STRATÉGIE DE COMMUNICATION SUR LA GESTION DES DEEE ET VFV EN CÔTE D'IVOIRE

JUIN 2021

SOMMAIRE

Introduction **p.3**

Analyse de la situation

Profil pays **p.4**

Problématique **p.5-14**

Principaux défis et solutions **p.15**

Analyse FFPM (Forces, Faiblesses,
Possibilités, Menaces) **p.17**

Cibles **p.18-21**

Femmes

Jeunesse

Secteur public

Industrie

ONG, médias, société civile

Objectifs principaux **p.22**

Outils de communication **p.23**

Planning de la stratégie **p.24**

Suivi et évaluation des résultats **p.25**

Annexe 1 - p.26

Annexe 2 - p.33

LISTES DES ABRÉVIATIONS

AFECAMCI - Association des Ferrailleurs et des Cassettes modernes de Côte d'Ivoire

ANDE - Agence nationale de Développement de l'Environnement

CFC - Chlorofluorocarbures

CIAPOL - Centre ivoirien antipollution

DEEE - Déchets d'Équipements électriques et électroniques

DF - Dioxines et Furannes

DGDD - Direction générale du Développement durable

DGE - Direction générale de l'Économie

EEE - Équipements électriques et électroniques

FEM - Fonds pour l'Environnement mondial

MINEDD - Ministère de l'Environnement et du Développement durable

ONG - MESAD - Mouvement pour l'Education la Santé et le Développement

ONG - PARO-CI - Programme Assainissement Recyclage Ordures de Côte d'Ivoire

ONUUDI - Organisation des Nations unies pour le Développement industriel

PBDD - Polybromodibenzo-p-dioxines

PBDE - Polybromés diphényles éthers

PCB - Polychlorobiphényles

PNAE - Plan national d'Action environnementale

PNGD - Programme national de Gestion des Déchets

PNGPC - Programme national de Gestion des Produits chimiques

PNUE - Programme des Nations unies pour l'Environnement

POP - Polluants organiques persistants

POPNI - Polluants organiques persistants non intentionnels

RTI - Radiodiffusion Télévision ivoirienne

SYNEDCI - Syndicat national des Electroniciens et Dépanneurs de Côte d'Ivoire

VFV - Véhicules en Fin de Vie

INTRODUCTION


L'objectif de ce document est de présenter une stratégie de communication ciblée pour sensibiliser les populations concernées aux risques sanitaires et environnementaux liés à la mauvaise gestion des DEEE et VFV en Côte d'Ivoire.

Ce document présente une analyse de la gestion des DEEE et VFV en Côte d'Ivoire, y compris le profil pays, les informations relatives à la chaîne de valeur, les principaux défis que pose la gestion des DEEE et VFV, les solutions à apporter pour une gestion écologiquement rationnelle de ces déchets, et une analyse Forces, Faiblesses, Possibilités, Menaces (FFPM).

De plus, une analyse des groupes à cibler pour une stratégie de communication efficace sera proposée y compris pour les femmes, la jeunesse, et les acteurs publics (parlementaires, société civile, ONG, journalistes).

Ensuite, les objectifs principaux de la stratégie de communication seront présentés: les canaux de communication disponibles, les éléments de la stratégie avec leurs objectifs, le public cible, le choix des canaux appropriés, et les messages à délivrer.

Pour terminer, un plan d'action sera présenté, avec un calendrier de publication et des recommandations pour le suivi et l'évaluation des résultats.



"LA GESTION DES DEEE ET VFV EST UN DÉFI DANS DE NOMBREUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT, QUI SONT LES DESTINATAIRES DES PRODUITS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES USAGÉS"

- DIRECTIVES TECHNIQUES SUR LA GESTION ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES DEEE, ONUDI

ANALYSE DE LA SITUATION: PROFIL PAYS

La Côte d'Ivoire est un pays situé dans la partie occidentale de l'Afrique. Le pays est divisé en 14 districts qui sont eux-mêmes divisés en 31 régions, plus deux régions autonomes. Le District Autonome d'Abidjan abrite la capitale économique du pays, avec plus de 5 millions d'habitants. La Côte d'Ivoire partage des frontières avec cinq autres pays : le Liberia, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et le Ghana.

La population du pays est de 26,4 millions d'habitants, avec une répartition urbaine/rurale de 51,2% en milieu urbain. (2020, UNData)

La Côte d'Ivoire a le deuxième taux de croissance du PIB le plus rapide d'Afrique et l'un des plus élevés au monde mais à un faible IDH (Indice de développement humain). (Banque Mondiale, Country Overview, Côte d'Ivoire, 2021)

La langue officielle du pays est le français. On dénombre une soixantaine de langues locales dans le pays. Toutes ces langues appartiennent à la grande famille Niger-Congo, et sont catégorisées au sein de cette famille dans quatre groupes linguistiques:

1. Kwa au Sud-est du pays
2. Kru, au Sud-ouest
3. Mandé au Nord-ouest (avec une enclave dans les territoires des langues Gur)
4. Gur au Nord-est.

(Médias et langues nationales en Côte d'Ivoire, Issa Yéresso Sangaré, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest, Abidjan)

INDICATEURS DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Valeur de l'IDH : 0.538 (faible)

Rang IDH du pays : 162

(UNDP, 2020)

Le taux d'alphabétisation totale du pays est de 47.2%

◦ Femmes: 40.5%

◦ Hommes: 53.6%

Taux de complétion des études primaires : 78.5%

(Banque Mondiale, 2019)

Le taux d'alphabétisation des femmes est faible, ce qui limite leur engagement dans la vie sociale et économique du pays.

(Country Gender Profile, Côte d'Ivoire, JICA (Japan International Cooperation Agency) 2013)

INTRODUCTION À LA PROBLÉMATIQUE



La gestion et le recyclage des déchets emploient entre 19 et 24 millions de femmes et d'hommes dans le monde, dont 4 millions travaillent dans le secteur formel du traitement des déchets et du recyclage.

La gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des véhicules en fin de vie (VFV) est un défi dans de nombreux pays en développement. Ces déchets proviennent en grande partie des pays industrialisés, mais sont aussi produits par les populations locales. Les conséquences négatives sur les écosystèmes et sur la santé humaine de ces équipements ont été largement documentées, et sont expliquées plus en détails à la page suivante de ce document.

La démonstration et la dissémination des bonnes pratiques en matière de gestion écologiquement rationnelle des polluants provenant de ces déchets sont indispensables dans de nombreux pays, y compris en Côte d'Ivoire, où les pouvoirs publics éprouvent des difficultés à gérer une quantité de déchets qui s'amplifie chaque année.

En Côte d'Ivoire, le mode actuel de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des véhicules en fin de vie (VFV) ne tient pas compte d'une séparation entre les déchets industriels et ménagers. Il n'existe pas de système de collecte, de transport, de recyclage et d'élimination coordonné des déchets dangereux, ni d'installations spécifiques pour cela. On note un cadre légal et réglementaire spécifique limité, un fort caractère informel des activités, des acteurs peu informés et formés aux risques, un non-respect des normes de gestion écologiquement rationnelle des DEEE et des VFV et des pratiques dangereuses et polluantes faisant de ces déchets un problème de santé publique et écologique en Côte d'Ivoire.

Par conséquent, les DEEE et les VFV sont devenus une source de préoccupation pour l'environnement et la santé humaine dans le pays. Le projet uPOP-CI ("*Gestion écologiquement rationnelle des émissions de POPNI et PBDE provenant des déchets industriels*") entend apporter des solutions spécifiques pour la gestion rationnelle des DEEE et VFV en vue de réduire les émissions de DF et PBDE, composés chimiques toxiques respectivement émis lors du brûlage à ciel ouvert ou contenus dans les matériaux plastiques de ces déchets.

L'objectif principal de cette stratégie de communication est la sensibilisation des populations concernées par les risques sanitaires et environnementaux liés à la mauvaise gestion des DEEE et VFV.

Les POP sont des composés organiques définis par quatre propriétés uniques, à savoir: toxicité, persistance dans l'environnement, bioaccumulation et transport sur longues distances. Ils sont dangereux pour la santé humaine car ils affectent l'homme en favorisant des maladies graves comme le cancer et les perturbations endocriniennes. Trois modes de contamination sont connus pour la santé humaine : l'inhalation, le toucher et l'injection.

Les PBDE sont des POP que l'homme a introduit dans des équipements industriels tels que les télévisions, les ordinateurs, les équipements électriques et électroniques et les plastiques dans le revêtement des véhicules, en tant que retardateurs de flamme. Les POPNI sont également des POP mais produits de manière non intentionnelle, notamment dans le milieu informel à partir du brûlage à ciel ouvert des DEEE ou des VFV, mais aussi par des Installations Classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) dont les cheminées sans filtres sont ouvertes sur le ciel.

La pratique de l'incinération à l'air libre des déchets électroniques est une solution rapide et rudimentaire, principalement utilisée à deux fins : soit pour éliminer les plastiques et isoler les métaux (par exemple, l'incinération des fils, des assemblages plastique-métal) soit afin de réduire le volume des matériaux non désirés.

En se décomposant, les déchets électroniques libèrent des métaux lourds toxiques. Ces métaux lourds incluent le plomb, l'arsenic, le mercure, le lithium, le baryum, et le cadmium. Ainsi, des niveaux élevés de métaux toxiques et de polluants organiques POPNI (par exemple, les PCB, les PBDD, les DF) peuvent être trouvés dans l'air, l'eau et les sédiments près des sites de recyclage.

Les travailleurs du secteur des déchets électroniques sont particulièrement exposés par contact cutané et par inhalation. Toutefois, la contamination locale se propage également dans les eaux souterraines, l'air et les chaînes alimentaires. Lorsque ces produits chimiques s'infiltrent dans le sol, l'air et les eaux souterraines, contaminant ces derniers ainsi que les plantes, arbres, animaux et humains qui respirent l'air et boivent l'eau pollués. Ceci déséquilibre l'écosystème et l'organisme humain, ce qui peut entraîner des malformations congénitales ainsi qu'un certain nombre d'autres complications sanitaires. Les éléments comme le plomb, le baryum, le mercure et le lithium sont également considérés comme cancérigènes.

DEEE

DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES



Les Équipements Électriques et Électroniques (EEE) sont les équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques.

Les EEE appartiennent à les catégories d'appareils suivants: gros appareils électroménagers; petits appareils électroménagers; équipements informatiques et de télécommunications; matériel grand public; matériel d'éclairage, à l'exception des appareils d'éclairage domestique et des ampoules à filaments; outils électriques et électroniques (à l'exception des gros outils industriels fixes); jouets; équipements de loisir et de sport; dispositifs médicaux (à l'exception de tous les produits implantés ou infectés); instruments de surveillance et de contrôle; distributeurs automatiques; panneaux photovoltaïques. (1)

POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS (POP)

Les POP sont des produits chimiques toxiques qui nuisent à la santé humaine et à l'environnement dans le monde entier.

En Côte d'Ivoire, la gestion des DEEE et VFVs et leurs plastiques contenant des POP n'est pas encore régie par une loi.(4)

Le terme DEEE s'applique « aux équipements électriques et électroniques, et aux déchets qui en sont issus, y compris tous les composants, sous-ensembles et produits consommables faisant partie intégrante du produit au moment de la mise au rebut. » (2)

Près de 80% des DEEE sont mis en décharge, brûlés ou commercialisés illégalement chaque année en Côte d'Ivoire. Ces déchets contiennent des substances comme le mercure, le cadmium ou le plomb, ainsi que des POP et PBDE, qui peuvent présenter des risques pour l'environnement et la santé s'ils ne sont pas traités correctement. (3)

1. «Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels» GEF9263 ONUDI 15266

2.«Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels» GEF9263 ONUDI 15266

3.Afrik 21. 2021. COTE D'IVOIRE: GreenTec invests in recycling specialist startup Coliba | Afrik 21. [online]

<<https://www.afrik21.africa/en/cote-divoire-greentec-invests-in-recycling-specialist-startup-coliba/>> [Accessed February 2021]

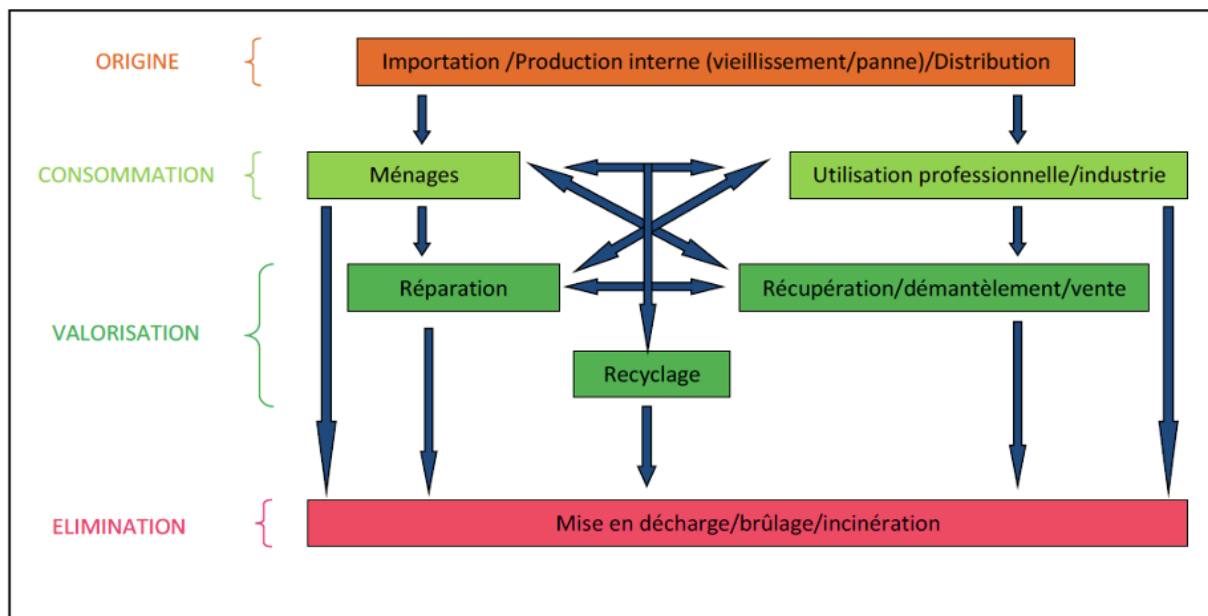
4. ibid

GESTION DES DEEE

COMMENT SONT-ILS GÉRÉS?

Un ensemble d'acteurs intervient dans la gestion des DEEE notamment à travers l'assemblage, l'importation, la distribution, la consommation, le dépannage, le dépiéçage et l'exportation.

Ces acteurs peuvent être regroupés comme suit : les producteurs et assembleurs, les importateurs, les consommateurs, les dépanneurs, les ferrailleurs et les exportateurs. (1)



1. PRODUCTEURS

- Il n'existe quasiment pas de producteurs de composants électroniques, ni de producteurs d'EEE en Côte d'Ivoire.

2. INSTITUTIONS LIÉES À L'IMPORTATION DES DEEE

- Les institutions d'intérêt sont les ports et les douanes
- Environ 40% des EEE importés seraient du matériel neuf tandis qu'environ 60% seraient du matériel d'occasion

1.«Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels» GEF9263 ONUDI 15266

3. DISTRIBUTEURS

- Les opérateurs qui constituent le lot de distributeurs se retrouvent principalement dans quatre communes (Adjamé, Yopougon, Treichville et Plateau) et sont en relation directe avec les importateurs.

4. CONSOMMATEURS DES EEE

- Les consommateurs d'EEE se répartissent en deux catégories à savoir les ménages et les gros consommateurs (administration publique et entreprises privées).

5. RÉPARATEURS/DÉPANNEURS

- Des entreprises qui dans le cadre de leurs activités font la maintenance et la réparation des appareils dont disposent les utilisateurs cités plus haut. Ainsi elles en rallongent la durée de vie en bon fonctionnement de ces équipements.
- Les réparateurs/dépanneurs sont les plus grands pourvoyeurs de DEEE aux ferrailleurs.
- Tout au long du cycle de vie des EEE et dans l'ensemble des activités sur les VFV et leurs polymères dérivés, les responsables et les professionnels intervenant dans le secteur n'ont pas toujours conscience et connaissance de l'existence des POP contenus dans les matériaux avec lesquels ils sont en contact. La plupart des professionnels ne se préoccupe que de leur valeur marchande ou de la plus-value qu'ils retirent de leurs différentes activités.

6. COLLECTE DES DEEE

- La collecte des déchets électroniques est principalement assurée par les collecteurs informels
- Ils sont les piliers du système d'élimination des DEEE en Côte d'Ivoire. Les collecteurs, généralement des jeunes hommes, parcourent de longues distances pour faire du porte-à-porte pour ramasser ou acheter des EEE obsolètes.
- Ils récupèrent aussi, à des fins de réutilisation ou de recyclage, des DEEE stockés sur place dans les magasins, bureaux, dans des coins de rues ou dans des espaces non habités.
- Il arrive que les entreprises en charge du ramassage des ordures ménagères assurent la collecte des DEEE, lorsque ces derniers se retrouvent dans les bennes à ordures. Les principales sociétés en charge du ramassage des ordures dans le District d'Abidjan sont : les sociétés ECO EBURNIE (filiale de la société portugaise MOTTA ENGIL) et ECOTI SA (société tuniso-ivoirienne).

7. RECYCLAGE INFORMEL DES DEEE

- L'extraction de l'aluminium, du cuivre, du bronze, du plomb des équipements électroniques et électriques constitue la principale opération réalisée sur les sites de recyclage à Abidjan. Le déshabillage des câbles fait également partie des activités de recyclage.
- Les recycleurs informels démantèlent, séparent les fractions et récupèrent les matériaux de valeur des DEEE, sans prendre en compte les fractions dangereuses. Leurs activités conduisent à des émissions de substances toxiques qui mettent leur santé et l'environnement en danger .
- Les zones de recyclage les plus importantes sont les casses de Koumassi, de Marcory Anoumabo et d'Adjamé Habitat Extension. Ces zones de recyclage sont situées sous des lignes à hautes tensions ; les acteurs sont installés pour la plupart dans des petits hangars leur servant d'atelier de travail.
- Métal Electronique, qui fonctionne comme une ONG, récupère les équipements électroniques principalement auprès des grands consommateurs pour les démanteler, et récupèrent des pièces déjà dépiécées auprès d'autre ferrailleurs. Une partie des fractions produites, notamment les circuits imprimés, est revendue à des recycleurs européens.
- En Côte d'Ivoire, les ferrailleurs sont pour la plupart regroupés en syndicat. Chaque site a un responsable syndical.
- Les différentes catégories d'acteurs (pré-collecteurs, collecteurs, réparateurs, casseurs, recycleurs) sont situées sur les mêmes sites et ignorent complètement les POP et les dangers liés à leurs métiers.

8. TRAITEMENT ULTIME: MISE EN DÉCHARGE, INCINÉRATION OU EXPORTATION

- **Mise en décharge**
 - Depuis 2018, les sociétés ECO EBURNIE et ECOTI SA assurent la collecte et le traitement des déchets urbains dans le District Autonome d'Abidjan.
 - Les fractions sans valeur et parfois dangereuses des DEEE, comme les coques des écrans de téléviseurs et les tubes cathodiques, sont jetées sur des dépôts sauvages d'ordures ménagères, dans les bacs à ordures, à la périphérie des communes, à la décharge d'ordures ménagères d'Abidjan, ou parfois dans les retenues et plans d'eau, notamment la lagune, menaçant ainsi la faune et la flore aquatique.
- **Incinération**
 - Le brûlage à l'air libre des DEEE et VFV par les ménages mais aussi sur les décharges et dépôts sauvages est une pratique fréquente.
- **Exportation**
 - Depuis 2015, en collaboration avec des partenaires extérieurs, le Mouvement pour l'Education, la Santé et le Développement (MESAD) a mis en place un projet de gestion rationnelle des DEEE dans la ville d'Abidjan.
 - Ce projet consiste en la collecte de téléphones portables usagés chez 1000 artisans réparateurs ainsi qu'une dizaine de grossistes de EEE et la sensibilisation sur les dangers liés à la gestion inappropriée des DEEE.

VFV

VÉHICULES EN FIN DE VIE



Les véhicules en fin de vie sont des **véhicules hors d'usage destinés à la destruction.**

Ils sont considérés comme des déchets dangereux et doivent subir un traitement particulier.

Les rebuts issus des VFV sont :

- Pneumatiques usagés
- Déchets de verre (pare-brise)
- Piles, batteries, accumulateurs
- Huiles usagées (huiles et filtres à huiles)
- Solvants usés (liquide de freins, liquides de refroidissement)
- Déchets de métaux (pot catalytique)
- Déchets de matière plastique (pare-chocs)
- Déchets explosifs (dispositifs pyrotechniques de l'automobile)
- Exemples de véhicules hors d'usage: épaves, carcasses automobiles, camionnette, voiture, cyclomoteurs à trois roues, résidus de broyage automobile, les trains, et les bus.

Selon leur nature et leur toxicité, ces déchets très divers doivent suivre des filières de recyclage, de traitement ou d'élimination différentes.

«Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels» GEF9263 ONUDI 15266

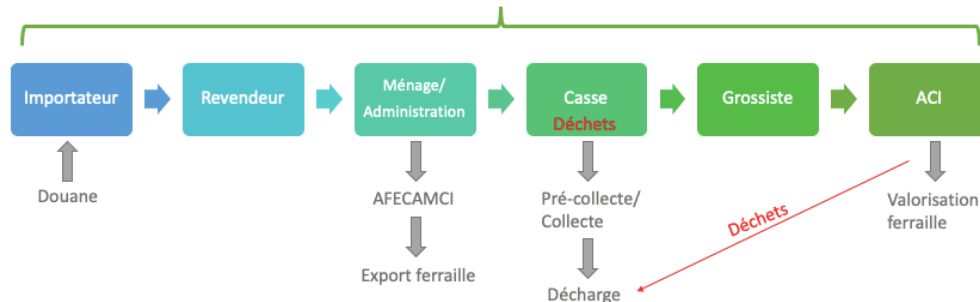
GESTION DES VFV

COMMENT SONT-ILS GÉRÉS?

Les principaux maillons de la chaîne de gestion des VFV sont **les douanes, les ménages, les administrations, les ferrailleurs, les éliminateurs et autres entités de valorisation, puis la décharge légale ou sauvage.**

Comme pour les DEEE, **les activités liées aux VFV sont menées par des travailleurs qui ne sont pas informés des dangers relatifs à leurs activités.** Ils travaillent sans équipements de protection individuelle et ne connaissent pas la toxicité de certaines parties des VFV. En plus, ils opèrent parfois de manière nocive pour l'environnement, par exemple en incinérant les câbles pour récupérer les métaux précieux ou en se débarrassant des fractions sans valeur en les jetant dans les cours d'eau ou dans les décharges sauvages.

Cycle de vie des VFV



1. IMPORTATION

- La réglementation régissant l'importation des véhicules de seconde main a connu une évolution en plusieurs étapes successives au regard des besoins constants d'adaptation
- Le nombre de VFV entre 2007 et 2016 a été estimé à 31 828 véhicules.
- En Côte d'Ivoire, la non déclaration des VFV au Ministère des Transports entraîne un mauvais suivi et une mauvaise gestion de ces véhicules.
 - Il n'est donc pas possible de disposer de statistiques fiables sur les VFV existant sur le territoire ivoirien.
 - Rarement retrouvés dans les décharges, les VFV sont stockés chez leurs propriétaires, abandonnés dans les rues ou dans des garages.

2. STOCKAGE

- Les VFV sont retrouvés d'une part le long de certaines voies ou dans des garages disséminés de manière non réglementée et non organisée, et d'autre part dans les ménages et les administrations publiques ou les établissements privés.
- Il n'existe pas de structures ou entreprises agréées chargées de l'enlèvement des épaves, bien que des initiatives communales pour leur ramassage aient été par moment prises.

3. COLLECTE

- Stockées, les épaves de véhicules usagés sont éventuellement achetées par des récupérateurs qui négocient les prix avec leurs propriétaires. Une fois acquises, les épaves sont acheminées vers des casses pour y être démantelées.
- Les produits du démantèlement sont triés et/ou des parties recyclées.
- Aucune disposition de protection environnementale n'est prise ni pour le lieu d'exercice ni pour le personnel contre l'émanation des POP.

4. DÉMANTÈLEMENT

- Les activités de démantèlement sont conduites de façon manuelle.
- Le démantèlement s'effectue dans les casses et consiste au découpage et à la récupération de pièces détachées et d'éléments tels que les tôles, le fer, le cuivre, l'aluminium. Les métaux nobles sont également récupérés lors du dégarnissage de l'aménagement intérieur.
- Des activités de dépollution, de nettoyage et de vidange des fluides techniques émis lors du processus de démantèlement sont effectuées mais le traitement n'est souvent pas correctement réalisé.
- Les déchets non valorisables sont stockés en vue de leur mise en décharge. Leur contact avec l'humidité peut entraîner la lixiviation du PBDE.
- Les systèmes de climatisation des VFV sont démontés et valorisés, laissant souvent s'échapper le réfrigérant qu'ils contiennent. Les réfrigérants usagés sont soit des substances appauvrissant la couche d'ozone (CFC et HCFC) soit des gaz à effet de serre (HFC).
- Les démanteleurs sont les plus en danger dans le cadre de la contamination aux POP car ils ne portent pas d'équipements de protection individuelle.

5. RECYCLAGE

- Généralement, le secteur informel joue un rôle prédominant dans les opérations de collecte et de recyclage des VFV. Ces activités menacent la santé et la sécurité des travailleurs quand elles ne sont pas encadrées.
- Après la récupération de toutes les pièces réutilisables, le reste de la carcasse métallique découpée est acheminé par des transporteurs vers les usines spécialisées de traitement et transformation des aciers, de l'aluminium et de produits semi-finis comme les câbles décapés par brûlage.
- Des opérations de brûlage se produisent en décharge, occasionnant l'émission de dioxines et furannes (DF) et de PBDE. Enfin, la mousse polyuréthane (PUR), issue des carcasses de véhicules, utilisée comme combustible par les femmes, est susceptible de générer le même type de nuisance : production de DF et libération de gaz CFC ou HCFC.

6. TRAITEMENT ULTIME DES VFV

- En fin de cycle de vie, la ferraille est valorisée en aciérie.
- La ferraille est acheminée avec une partie des polymères contenue dans le véhicule (joints, mousse, etc.). L'unité industrielle procède au tri de ces déchets autant qu'elle le peut.
- Une partie se trouve inévitablement brûlée dans le four à arc. Ainsi, le risque de produire des dioxines et des furanes existe surtout que le traitement des fumées du four n'est pas efficace.

CADRE DE GESTION DES DEEE ET DES VFV

Pour faire face aux problèmes liés aux déchets, y compris la gestion des DEEE et VFV, la Côte d'Ivoire a adopté plusieurs politiques et stratégies et ratifié plusieurs conventions internationales, y compris la stratégie nationale de gestion durable des déchets, et les conventions de Stockholm, Bâle, et Bamako.

Au niveau du cadre légal national, le travail sur la gestion des déchets est influencé par de nombreux lois et décrets. Jusqu'à présent, le plus important texte est le Décret n° 2017-217 du 5 avril 2017 portant sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Pour une description complète du cadre de gestion politique, juridique et institutionnel en Côte d'Ivoire, veuillez consulter l'annexe 1.

**« CETTE INSUFFISANCE DU CADRE JURIDIQUE RELATIF À LA
GESTION DES DEEE, DES VFV ET PLASTIQUES, FAVORISE
L'UTILISATION DE TECHNOLOGIES INAPPROPRIÉES, DONT LE
BRÛLAGE À L'AIR LIBRE, OCCASIONNANT LA PRODUCTION
DE POPNI ET RÉDUISANT LE POTENTIEL DE VALORISATION
DE CES DÉCHETS. »**

«Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels» GEF9263 ONUDI 15266

PRINCIPAUX DÉFIS ET SOLUTIONS

EN 2020, SUR LES PLUS DE 5 MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS PRODUITS EN CÔTE D'IVOIRE, MOINS DE LA MOITIÉ EST CORRECTEMENT COLLECTÉE ET SEULEMENT 3 % EST RECYCLÉ.(1)

VOLUME DE DÉCHETS

Il est estimé que, chaque année, 15 000 tonnes de déchets électroniques sont produites et entre 10 000 et 25 000 tonnes de déchets électroniques sont importées en Côte d'Ivoire.

EXPOSITION DES TRAVAILLEURS

En Côte d'Ivoire, la gestion des DEEE et VFV se fait en grande partie sans protection de l'environnement ou de la santé humaine. Les opérations de recyclage sont dans la plupart des cas rudimentaires, ce qui entraîne une exposition des travailleurs et des recycleurs aux produits chimiques toxiques, aux métaux lourds et à d'autres contaminants.

ABSENCE DE SÉPARATION

L'absence de séparation entre les matériaux valorisables et les matériaux dangereux contenant des POP, PBDE ou autres comme les PCB, est un grand défi pour la gestion des DEEE et VFV.

BRÛLAGE

Près de 80% des DEEE sont mis en décharge, brûlés ou commercialisés illégalement chaque année. Le brûlage à l'air libre des DEEE et VFV est une pratique fréquente. Ces déchets contiennent des substances (comme le mercure, le cadmium ou le plomb) pouvant présenter des risques pour l'environnement et la santé s'ils ne sont pas traités correctement. La combustion notamment des plastiques issus des DEEE et des VFV contribue de manière significative à la dégradation de la qualité de l'air en libérant des dioxines et des furanes. « En l'absence d'incinérateur industriel, cette pratique doit absolument être bannie », selon les directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des DEEE de l'ONUDI.

1. Afrik 21. 2021. COTE D'IVOIRE: GreenTec invests in recycling specialist startup Coliba | Afrik 21. [online] <<https://www.afrik21.africa/en/cote-divoire-greentec-invests-in-recycling-specialist-startup-coliba/>> [Accessed February 2021]
2. «Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels» GEF9263 ONUDI 15266
3. « Directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des DEEE » UNIDO

SELON LES ESTIMATIONS, 15 000 TONNES DE DÉCHETS ÉLECTRONIQUES SONT PRODUITES EN CÔTE D'IVOIRE ET ENTRE 10 000 ET 25 000 TONNES DE DÉCHETS ÉLECTRONIQUES SONT IMPORTÉES CHAQUE ANNÉE.

GESTION ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNELLE

On entend par « gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ou d'autres déchets » toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou autres déchets soient gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que ceux-ci peuvent avoir. (2)

PEU DE CONNAISSANCES

Dans l'ensemble, les acteurs impliqués dans la gestion des DEEE et VFV en Côte d'Ivoire ont peu ou pas de connaissances des risques sanitaires et environnementaux liés à leurs activités, notamment en ce qui concerne les problématiques liées aux POP. (3)



DISSÉMINATION DES BONNES PRATIQUES

Par conséquent, la démonstration et la dissémination des bonnes pratiques en matière de gestion écologiquement rationnelle des polluants provenant de ces déchets sont indispensables pour la Côte d'Ivoire. (3)

La mise en oeuvre d'une stratégie de communication fait partie de la solution.

1. Afrik 21. 2021. COTE D'IVOIRE: GreenTec invests in recycling specialist startup Coliba | Afrik 21. [online] <<https://www.afrik21.africa/en/cote-divoire-greentec-invests-in-recycling-specialist-startup-coliba/>> [Accessed February 2021]

2. «Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphenyles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels» GEF9263 ONUDI 15266

3. « Directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des DEEE » UNIDO

ANALYSE FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS, MENACES (FFPM)

FORCES

- Volonté d'aborder la question de la gestion des déchets.
- Cadre national et international légal de soutien.
- La mise en œuvre du projet uPOP offre un cadre d'exécution de cette stratégie à travers le soutien institutionnel.

FAIBLESSES

- Le faible niveau d'alphabétisation rend difficile l'utilisation de supports de communication écrits.
- Le multiplicité des langues locales complique également la création de matériel de communication.
- La sensibilisation seule ne va pas permettre de mettre en place une infrastructure de recyclage.

POSSIBILITÉS

- La sensibilisation peut renforcer les connaissances et l'implication des acteurs impliqués dans le secteur, et améliorer l'ensemble de la chaîne de valeur.
- Sensibiliser plusieurs segments de la société ivoirienne aux dangers liés aux POP et à la gestion des DEEE et VFV, grâce à la mise en œuvre de cette stratégie de communication, pourrait apporter une transformation positive durable au pays.
- Former et renforcer les capacités des décideurs politiques, des fonctionnaires et des agents des douanes sur les POP, les DEEE et VFV.
- Limiter les importations de produits potentiellement dangereux.
- Renforcer la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé.
- Possibilité d'atteindre et de s'engager auprès des communautés à faibles revenus.

MENACES

- Ressources de distribution des matériaux et éléments de la stratégie de communication de personnes (ateliers, spectacles) sont limitées en raison de COVID-19.

CIBLES

INDUSTRIE, SECTEUR INFORMEL, DÉCIDEURS, FEMMES, ONG, JEUNESSE

Les cibles de cette stratégie sont identifiées et séparées en trois niveaux distincts dans le tableau suivant:

Premier niveau - Décideurs gouvernementaux	
Fonctionnaires - Décideurs	<p>Les fonctionnaires du gouvernement national impliqués dans l'adoption de politiques au sein de leurs institutions gouvernementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cabinet • DGE • DGDD • Douanes • MINEDD • Ministère du Commerce et de l'Industrie • CIAPOL • ANDE • PNGD • PNGPC
Deuxième niveau - Décideurs et personnes impliqués dans la chaîne de valeur des DEEE et VFV	
Industrie	<ul style="list-style-type: none"> • CIPLAST • Les ACIERIES de Côte d'Ivoire • La Chambre de commerce et d'industrie • Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire • Associations rattachées au Ministère en charge de l'artisanat et regroupées au sein de la fédération nationale des artisans professionnelles de Côte d'Ivoire et de la chambre nationale de métiers • Le syndicat national des Électroniciens et dépanneurs de Côte d'Ivoire et l'association des ferrailleurs.
Niveaux régional et local	<ul style="list-style-type: none"> • Municipalités • Importateurs, revendeurs, distributeurs • Travailleurs informels travaillant dans la collecte des déchets ou dans des décharges ou des zones connexes : pré-collecteurs, collecteurs, réparateurs, casseurs, recycleurs, etc. • Femmes • Jeunesse • L'Association des Ferrailleurs et des Casses Modernes de Côte d'Ivoire (AFECAMCI) • ONG (MESAD, PARO-CI) • Mécaniciens garagistes des casses • Mécaniciens garagistes des quartiers
Troisième niveau - Grand public, consommateurs	
Communautés locales	<ul style="list-style-type: none"> • Chefs et représentants des communautés • Les familles vivant dans des foyers à faibles revenus ; • Professeurs d'école ; • Enfants et jeunes à l'école ; • Propriétaires de petites entreprises ; • Enfants de la rue (sans domicile fixe).

La majorité des opérations de gestion de DEEE et VFV a lieu dans le secteur informel et est menée par des travailleurs qui ne sont pas formés sur les dangers posés par leurs activités. Ils travaillent sans équipements de protection individuelle et ne connaissent pas la toxicité de certaines fractions des DEEE. Dans le cycle de récupération, les femmes et les enfants interviennent lorsque l'exposition et le contact aux composés chimiques dangereux sont les plus élevés. Ils travaillent sans aucune protection, à main nue, en étant exposés aux substances dangereuses tel que les PBDE, le mercure, et l'acide.

SECTEUR INFORMEL

En Côte d'Ivoire, le secteur informel est composé de plusieurs acteurs aux spécialités diverses: pré-collecteurs, collecteurs, réparateurs, démantelers, recycleurs, etc. Le secteur informel s'occupe de la collecte, du tri, du stockage et du démantèlement des DEEE et des VFV contenant des POP et cela sans cadre légal et juridique en la matière. L'Association des Ferrailleurs et des Cassettes Modernes de Côte d'Ivoire (AFECAMCI) est une association du secteur informel qui regroupe les acteurs du secteur des DEEE et des VFV. Elle a pour mission la collecte, le tri, le stockage, le démantèlement et la vente des matériaux précieux.

FEMMES

Alors que les hommes sont principalement impliqués dans la réparation, la récupération et le recyclage des DEEE et des VFV, les femmes travaillent principalement dans le secteur de la restauration et dans la collecte et la vente de pièces détachées (par exemple les petits métaux). Elles servent d'intermédiaire entre le démantèlement et les usines de transformation des métaux recyclés. Les femmes sont également impliquées dans le recyclage de petits déchets tels que les métaux et les plastiques. Les femmes ne représentent que 16% de la main-d'œuvre, et sont particulièrement sous-représentées dans les postes liés à la gestion ou la prise de décision.

- Les femmes et les enfants rencontrent beaucoup de difficultés dans la filière des DEEE et des VFV.
- La division du travail repose sur le genre.
- Les fonctions les moins valorisantes comme le tri et le nettoyage sont attribuées aux femmes et aux enfants entre 5 et 14 ans.
- Les femmes et les enfants subissent la domination des hommes et très peu de femmes osent s'aventurer dans les rôles dits d'hommes.

1. Rapport technique d'étude de diagnostic sur la gestion des DEEE en Côte d'Ivoire, du Projet DEEE Afrique du Secrétariat de la Convention de Bâle
2. Étude diagnostique de la gestion des déchets électriques et électroniques, des véhicules en fin de vie et de leurs polymères en Côte d'Ivoire, 2020
3. « Gestion rationnelle des polluants organiques persistants (POP) non intentionnels et des diphényles éthers polybromés (PBDE) pour réduire leurs émissions du secteur des déchets industriels », GEF9263 ONUDI 150266 - Document sur les aspects genre à intégrer à la stratégie de communication, aux supports visuels et aux manuels de procédures

DÉCIDEURS

Les décideurs sont les politiques à tous les niveaux, les fonctionnaires publics travaillant sur les produits chimiques et les déchets, et les employés d'entreprises travaillant dans la collecte et le traitement des déchets. On inclut aussi parmi les décideurs les fonctionnaires des douanes du fait de leur rôle de contrôle.

Le Ministère en charge de l'Environnement est le principal ministère chargé des questions des produits chimiques et des déchets industriels, notamment des déchets POP. Il existe en complément des structures spécialisées en matière de produits chimiques et de déchets industriels:

- Le Centre ivoirien antipollution (CIAPOL)
- L'Agence nationale de Développement de l'Environnement (ANDE)
- La Direction des déchets industriels et des substances chimiques
- Le Programme national de Gestion des Déchets (PNGD)
- Le Programme national de Gestion des Produits chimiques (PNGPC)

La plupart des décideurs politiques ne semblent pas suffisamment informés de l'existence de conventions internationales et d'autres textes juridiques en matière de gestion des DEEE et des VFV et leurs polymères. Plus particulièrement, le Ministère en charge de l'environnement, ainsi que le personnel technique de ses structures spécialisées telles que le CIAPOL et l'ANDE ont une faible connaissance des POP issus des DEEE et des VFV et leurs impacts sur la santé humaine et l'environnement.

ONG, MEDIAS, SOCIÉTÉ CIVILE

Très peu d'ONG opèrent dans le secteur des DEEE et VFV. Il y a quelques initiatives de collecte de DEEE prises par les ONG PARO-CI et MESAD. Il y a des opportunités pour renforcer les liens avec les ONG, les médias et la société civile en générale, en encourageant ces acteurs à faire partie de la chaîne de diffusion d'informations sur les dangers liés à la mauvaise gestion des DEEE et VFV.

JEUNESSE

Les acteurs intervenant dans la gestion des DEEE sont principalement des jeunes. La prédominance des jeunes s'explique par le taux de chômage élevé des jeunes qui s'orientent donc vers le secteur informel pour leur subsistance. Les fonctions moins valorisantes comme le tri et le nettoyage sont attribués aux femmes et aux enfants entre 5 et 14 ans. Les jeunes sont faiblement sensibilisés aux risques encourus dans l'exercice de leurs activités, notamment sur les POP.

INDUSTRIE

Plusieurs organisations socio-professionnelles regroupent les opérateurs du secteur des DEEE et VFV:

- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- Représentants des entreprises de fabrication, de recyclage et de gestion des déchets
- Associations rattachées au Ministère en charge de l'artisanat et regroupées au sein de la fédération nationale des artisans professionnelles de Côte d'Ivoire et de la Chambre Nationale des Métiers
- Le Syndicat National des Électroniciens et Dépanneurs de Côte d'Ivoire et l'Association des ferrailleurs
- Les ACIERIES de Côte d'Ivoire, première unité de transformation de ferraille du pays. Elle a pour mission principale l'étude et la mise en œuvre de moyens industriels pour la transformation et la fabrication de produits métallurgiques de toutes dimensions.
- Côte d'Ivoire Plastiques (CIPLAST) est une société spécialisée dans le recyclage des plastiques d'emballage. Elle emploie du personnel constamment en contact avec les plastiques et sa chaîne de production permet de fabriquer des matériels utilitaires recyclables.

OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA STRATÉGIE

1.

La sensibilisation des acteurs impliqués dans la gestion des DEEE et VFV, pour améliorer leurs connaissances des risques sanitaires et environnementaux liés à leurs activités, notamment en ce qui concerne les risques liés aux POP.

2.

Intégrer la dimension du genre dans la stratégie de communication selon les recommandations incluses dans le « Document sur les aspects genre à intégrer à la stratégie de communication, aux supports visuels et aux manuels de procédures »

OUTILS DE COMMUNICATION

ACCÈS À INTERNET

- 12,20 millions d'utilisateurs d'Internet en Côte d'Ivoire en janvier 2020
- 34,12 millions de connexions mobiles en Côte d'Ivoire en janvier 2020
- En janvier 2020, la Côte d'Ivoire comptait 4,9 millions d'utilisateurs de réseaux sociaux.
- Le taux de pénétration des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire était de 19 % en janvier 2020. (1)
- Part de marché des principaux réseaux sociaux en Côte d'Ivoire en mai 2021: Facebook (90,05%), Pinterest (5,74%), YouTube (1,86%), Twitter (1,4%), Instagram (0,62%), LinkedIn (0,14%) (2)

MÉDIA



RADIO

- NATIONALE ET INTERNATIONALE (RTI, FRÉQUENCE 2, BBC WS AFRICA, RFI AFRIQUE, VOA AFRICA)
- LOCALE (PROGRAMMES ET SPOTS EN LANGUES LOCALES)

CIBLE : GRAND PUBLIC, TRAVAILLEURS INFORMELS, FEMMES ET JEUNESSE



DOCUMENTS IMPRIMÉS

- MODULES DE FORMATION
- VISUELS DE FORMATION
 - PLAQUETTES
 - POSTERS

CIBLE : FONCTIONNAIRES ET DÉCIDEURS, INDUSTRIES, MUNICIPALITÉS, TRAVAILLEURS INFORMELS, FEMMES ET JEUNESSE



VIDEO

- VIDÉOS DE MICRO-FORMATION
- POUR DISTRIBUTION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX: WHATSAPP, FACEBOOK, YOUTUBE
- TRADUCTION EN PLUSIEURS LANGUES LOCALES

CIBLE : GRAND PUBLIC, SECTEUR INFORMEL, FEMMES ET JEUNESSE, ONG



INTERNET

- DÉVELOPPER UNE PLATEFORME EN LIGNE
- UTILISER LES INFLUENCEURS EN LIGNE POUR SENSIBILISER LE GRAND PUBLIC

CIBLE : GRAND PUBLIC, FONCTIONNAIRES ET DÉCIDEURS, INDUSTRIES, ONG, MUNICIPALITÉS.

SESSIONS DE SENSIBILISATION

- Les groupes de discussion permettront de libérer la parole des femmes et de mieux comprendre leur rôle dans le secteur.
- Les groupes de discussion mixtes permettront d'initier un changement de mentalités des hommes à l'égard des femmes et seront encadrés autour de thèmes de discussions.
- Les spectacles/sketch permettront de toucher un nombre important de personnes et seront organisés à des endroits stratégiques dans les casses et à des heures compatibles avec l'activité des travailleurs, en consultation avec les leaders communautaires et responsables clés dans les casses. Les flyer, posters et autres supports de communication seront distribués lors de ces événements, et les vidéos diffusées.

1. Digital Report 2020: <https://datareportal.com/reports/digital-2020-cote-divoire>

2. Social Media Statistics Counter: <https://gs.statcounter.com/social-media-stats/all/cote-d'ivoire>

PLANNING

6 SESSIONS DE SENSIBILISATION

Public : secteur informel dans les casses, en particulier les femmes et les jeunes.

Durée : 1-2 jours par session.

Format : démonstration des meilleurs pratique de démantèlement, groupe de discussion, spectacle/sketch sur le démantèlement, présentations, vidéos et plaquettes, messages pour support type tee-shirt ou casquette.

Thèmes : voir tableau

Mise en œuvre: UNITAR s'associera à une institution locale (ONG, établissement de formation) et dispensera les sessions de sensibilisation dans les casses.

VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION

Thèmes	Messages clés	Voie de communication	Groupe de parties prenantes									
			Importateurs/ Distributeurs	Consommateurs (grand public)	Réparateurs /Dépanneurs	Secteur Informel (collecte et recyclage)	Décideurs (fonctionnaires de haut niveau)	Femmes et jeunesse	Fonctionnaires/ techniciens du gouvernement central	Secteur Privé	ONGs	Autorités communales, locales
Informations générales sur les DEEE et VFV	C'est quoi les DEEE et VFV ? Apprenons à mieux gérer les DEEE et VFV	Vidéo Plaquette	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Qu'est-ce qu'un VFV, définition, cycle de vie des voitures, recyclage	Définissons la chaîne de valeur	Présentation PPT Plaquette Poster	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Le démantèlement des VFV et le secteur informel	Bonnes pratiques de démantèlement des VFV	Vidéo Plaquette Poster				X	X	X	X	X	X	X
Risque environnemental et sanitaire lié à la mauvaise gestion des VFV	Les risques liés au démantèlement des VFV	Présentation PPT Vidéo Plaquette Radio	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Guide et quiz - VFV et DEEE	Testez vos connaissances	Guide/Carnet de note		X	X	X	X	X	X			
DEEE Définition et informations générales sur les déchets d'équipements électriques et électroniques	Concepts principaux et définitions	Présentation PPT Plaquette Poster	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Démantèlement des DEEE et secteur informel	Votre travail est important et apprécié	Vidéo Plaquette Poster			X	X	X	X	X	X	X	X
Risques pour l'environnement et la santé posés par la mauvaise gestion des DEEE	Soyez conscient des risques et protégez-vous	Présentation PPT Vidéo Plaquette Radio	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Le genre et le développement - rôle de la femme dans la gestion de DEEE et VFV	Les femmes et les hommes ont la même valeur dans l'entreprise	Présentation PPT Vidéo Poster				X	X	X	X	X	X	X

En bleu: parties prenantes pour les sessions de sensibilisation.
Toutes les activités se tiendront entre septembre 2021 et février 2022.

SUIVI ET ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Cette stratégie recommande qu'une **équipe d'experts sur le terrain comprenant des fonctionnaires, leaders du secteur informel et communautaires, et ONG impliquées dans le domaine de la gestion des déchets fasse un suivi et une évaluation des résultats, incluant:**

- Évaluation des actions de communication à la fin de chaque événement.
- UNITAR effectuera des évaluations du niveau de sensibilisation des participants à la fin des sessions de sensibilisation
- Révision bi-annuelle des actions de communication du projet
- Évaluation à mi-parcours de l'impact des actions de sensibilisation au niveau des bénéficiaires
- Évaluation finale des actions de sensibilisation au niveau des bénéficiaires

Indicateurs

- Supports de formation développés et fournis pour atteindre au moins 1000 personnes au travers des activités de sensibilisation et d'information (minimum 40 % de femmes)
 - Au moins 6 événements de sensibilisation
 - Au moins 70% des bénéficiaires de la formation comprennent l'impact sur l'environnement et la santé de la mauvaise gestion des DEEE et VFV après les sessions de coaching
 - 1 évaluation de l'événement de sensibilisation sur le changement des mentalités disponible à mi-parcours
 - 1 évaluation de l'événement de sensibilisation sur le changement des mentalités disponible à la fin du projet
-

ANNEXE 1

Pour faire face aux problèmes liés aux déchets, la Côte d'Ivoire a adopté plusieurs politiques et stratégies et ratifié plusieurs conventions.

CADRE POLITIQUE

PNAE

- En 1996, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a élaboré un Plan National d'Action Environnementale (PNAE), qui définit des secteurs d'intervention prioritaires et donne les grandes lignes des stratégies d'intervention. Ces secteurs sont :
- Les secteurs industrie-énergie-tourisme ;
- L'environnement urbain ;
- Le secteur agricole ;
- La protection de la nature.

LA STRATÉGIE NATIONALE DE GESTION DURABLE DES DÉCHETS

La Stratégie nationale de Gestion durable des Déchets a été élaborée en 2002 suite à l'élaboration du PNAE. Cette stratégie cible, entre autres,

- La création d'un service de reprise et de valorisation de déchets industriels sous un label de référence ;
- La création d'une bourse de déchets.

Ce plan ne couvre cependant pas les DEEE. Néanmoins, il propose des outils de gestion qui peuvent être également utiles pour la gestion des DEEE. Il s'agit notamment de la bourse des déchets et du système de reprise et de valorisation des déchets.

LA STRATÉGIE NATIONALE DE GESTION DURABLE DES DÉCHETS 2016-2020

- Axe stratégique 1 : Renforcement du cadre institutionnel et réglementaire de la gestion des déchets
- Axe stratégique 2 : Sensibilisation, éducation du public et système d'information
- Axe stratégique 3 : Amélioration de la gestion technique et organisationnelle des déchets
- Axe stratégique 4 : Financement et développement du Partenariat Public et Privé
- Axe stratégique 5 : Renforcement de la coopération internationale et la recherche

CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL

Pour faire face aux problèmes des déchets, la Côte d'Ivoire a adopté plusieurs politiques et stratégies sous-régionales et nationales et a ratifié plusieurs conventions au niveau international.

Les conventions internationales relatives à la gestion des DEEE et des VFV ratifiées par la Côte d'Ivoire sont les suivantes:

CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS (POP)

Objectif: Protéger la santé humaine et l'environnement des polluants organiques persistants (POP)

Lien avec les DEEE et VFV: Limiter l'utilisation dans la fabrication des polymères des matières pouvant générer les POP et gérer rationnellement ceux qui sont déjà produits

CONVENTION DE BAMAKO SUR L'INTERDICTION D'IMPORTER EN AFRIQUE DES DÉCHETS DANGEREUX

Objectif: Prévenir les problèmes de pollution, interdire l'échappement de substances qui menacent l'environnement et la santé des populations

Lien avec les DEEE et VFV: Interdire l'importation des DEEE usagés et limiter celle des DEEE d'occasion

CONVENTION DE ROTTERDAM SUR LA PROCÉDURE DE CONSENTEMENT

Objectif: Encourager le partage des responsabilités et la coopération entre les Parties dans le domaine du commerce international de certains produits chimiques afin de protéger la santé des personnes et l'environnement contre les dommages éventuels et afin de contribuer à l'utilisation écologiquement rationnelle des produits chimiques interdits ou strictement contrôlés

Lien avec les DEEE et VFV: Faire participer les producteurs des EEE dans la prise en charge des coûts de la gestion des DEEE

CONVENTION DE BÂLE SUR LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES DES DÉCHETS DANGEREUX ET DE LEUR ÉLIMINATION

Objectif: Protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes des déchets dangereux

Lien avec les DEEE et VFV: Contrôler les flux des DEEE au niveau des frontières et contrôler leur élimination

CADRE JURIDIQUE NATIONAL

En Côte d'Ivoire, la gestion des DEEE, des véhicules en fin de vie et leurs plastiques contenant des POP n'est pas encore régie par une loi. Seules les conventions de Stockholm et de Bâle sont appliquées. Néanmoins, il existe des textes juridiques en rapport avec la gestion des DEEE et des VFV:

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

NO. 96-766 DU 3/10/1996

Sujets traités:

- Article 81 et 82. L'interdiction d'importation des déchets.
- Article 88. L'obligation d'Etude Environnemental d'Impact.
- Article 93-102. Les amendes et peines pour dépôt et déversement illicite de déchets.

DÉCRET PORTANT PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT MARIN ET LAGUNAIRE

NO. 97-678 DU 3/12/1997

Sujets traités:

- Article 17. L'interdiction de rejet des déchets dans les eaux marines, lagunaires et côtières

DÉCRET N° 217-792 DU 06 DÉCEMBRE 2017

Sujets traités:

- Le décret instaure les conditions de limitation d'âge des véhicules importés en Côte d'Ivoire.

DÉCRET 96-01 DU 03 JANVIER 1996

Sujets traités:

- Le décret porte sur la libéralisation à l'importation des voitures de tourisme usagées
- Arrêté 0178/MC/MEF/MET/ du 29 mars 1996 détermine les modalités d'application du décret 96-01

LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

NO. 88-651 DU 7/7/1988

Sujets traités:

- Article 1. L'interdiction de transactions de déchets toxiques et nucléaires
- Article 2. La pénalisation

ARRÊTÉ PORTANT IMPORTATION /EXPORTATION DES DÉCHETS D'ORIGINE INDUSTRIELLES DESTINÉS À ÊTRE VALORISÉS

NO. 00710 DU 15/04/2008

Sujets traités:

- Article 1,3. La limitation à déchets non dangereux et destinés au recyclage
- Articles 2,4. L'obligation au consentement écrit du MINEEF
- Article 5. Les informations à fournir (entre autres, sur les déchets et les procédé)
- Article 7. Les visites des installations et du matériel
- Article 8. Le procès-verbal des visites
- Articles 11. La suspension du consentement en cas de non-conformité ou de dysfonctionnement

DÉCRET 97-142 DU 07 MARS 1997

Sujets traités:

- Le Décret porte sur la libéralisation à l'importation des véhicules automobiles usagés, destinés au transport de marchandises et de personnes.

CADRE JURIDIQUE NATIONAL

DÉCRET N° 2017-217 DU 5 AVRIL 2017 PORTANT GESTION ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES.

Sujets traités:

- Le décret définit le cadre de gestion écologiquement rationnelle des Déchets d'Équipements électriques et électroniques (DEEE).
- Il vise notamment à:
 - Préciser les exigences relatives aux équipements électriques et électroniques basées sur le principe de la responsabilité élargie des producteurs; établir un cadre pour une gestion écologiquement rationnelle des DEEE par le biais de l'établissement d'exigences relatives aux aspects financiers et opérationnels, et de structures de gouvernance pour tous les acteurs impliqués dans la collecte et la gestion écologiquement rationnelle des DEEE;
 - Assurer la prévention des déchets issus d'équipements électriques et électroniques ainsi que la promotion de la réutilisation, du recyclage et des autres formes de valorisation, afin que la plus grande quantité possible de déchets électriques et électroniques soit collectée et gérée selon des normes écologiques é levées, à un coût compétitif pour le secteur et les consommateurs, et de diminuer le volume de DEEE mis en décharge;
 - Inciter les producteurs et les différents acteurs à s'impliquer activement dans la gouvernance et l'établissement d'un système réglementé de gestion des DEEE.

CADRE INSTITUTIONNEL

LES MINISTÈRES

Qui:

- Le Ministère en charge de l'Environnement est le principal ministère chargé des questions de produits chimiques et des déchets dangereux et non dangereux, notamment des déchets POP.

Quoi:

- Ce ministère est chargé de la définition de la politique nationale de l'environnement et de sa mise en œuvre et du suivi de ladite politique au sein du gouvernement.

Structures spécialisées en matière de produits chimiques et de déchets industriels:

- **Le Centre Ivoirien Antipollution (CIAPOL)**
 - Cet établissement a pour missions l'analyse systématique des eaux naturelles (marines, lagunaires, fluviales, souterraines et pluviales), des déchets solides, liquides et gazeux et des résidus mais aussi le suivi et le contrôle des pollutions et nuisances.
 - Pour les analyses, le CIAPOL dispose d'un laboratoire qui analyse les eaux, l'air et les sols, les rejets industriels, contrôle les huiles des transformateurs et contrôle des conformités et formulations des pesticides.
 - Par ailleurs, le CIAPOL octroie des agréments à certains ferrailleurs pour la récupération de rebus de ferrailles dans certaines installations classées dont il s'assure le rôle d'inspecteur des structures de fonctionnement.
- **L'Agence Nationale de Développement de l'Environnement (ANDE)**
 - Chargée des études d'impact environnemental et social pour tout projet de développement ;
- **La Direction des déchets industriels et des substances chimiques**
 - Chargée de la gestion des déchets industriels et des substances chimiques et de la promotion des technologies
 - Elle est chargée de la notification du transfert des déchets selon la convention de Bâle.
- **Le Programme National de Gestion des Déchets (PNGD)**
 - Propose la politique nationale en matière de gestion de tous les types de déchets, dangereux et non dangereux, à travers une Stratégie Nationale, élaborée et validée.
 - Assure le suivi et contribuer à la mise en œuvre des Conventions de Bâle et de Bamako,
 - Contribue au renforcement du dispositif de contrôle et de suivi des mouvements transfrontières des déchets dangereux, notamment industriels.
- **Le Programme National de gestion des Produits Chimiques (PNGPC)**
 - Propose la politique nationale de gestion des produits chimiques à travers une Stratégie Nationale, élaborée et validée.;
 - Encourage les laboratoires à se conformer aux normes internationales ;
 - Sensibilise les populations sur les dangers liés à l'utilisation des produits chimiques dangereux.

Autres ministères et structures qui jouent un rôle important dans la gestion des EEE, DEEE et VFV:

- Ministère en charge du Commerce et de l'Industrie
- Ministère en charge du Budget (Direction Générale des Douanes)
- Ministère en charge des infrastructures économiques (Port Autonome d'Abidjan : PAA)
- Ministère en charge des NTIC (attribution des zones hertziennes)
- Ministère des Affaires Étrangères (ONG Internationales)
- Ministère en charge de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
- Ministère en charge de l'Artisanat (plusieurs associations socioprofessionnelles sont affiliées à ce Ministère)
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Ministère en charge de la Santé et l'hygiène Publique.

CADRE INSTITUTIONNEL

LES MUNICIPALITÉS

Qui:

- La plupart des communes abritent des acteurs actifs dans la distribution, le dépiçage des équipements électriques, électroniques, des VFV et les sites d'élimination des déchets solides.

Quoi:

- Les communes disposent de services techniques et de services de recouvrement. Les services techniques ont en charge l'aménagement, le suivi des travaux urbains, l'hygiène, la salubrité, l'occupation du sol, l'organisation des opérateurs économiques sur le territoire communal, la sécurité des biens et des personnes.
- En général, chaque collectivité dispose d'une direction technique qui a en son sein plusieurs services dont : routes et voiries, marchés, hygiène et environnement, police municipale, etc.
- Les collectivités disposent en outre d'une direction financière à laquelle est rattachée un service de recouvrement des taxes. Ce service a en charge de recouvrer les taxes auprès de l'ensemble des opérateurs hormis la TVA qui est reversée directement au service des impôts rattaché au Ministère de l'Économie et des Finances.
- Le service de recouvrement d'une collectivité recouvre la taxe journalière collectée auprès de revendeurs installés et répertoriés d'équipements, EEE d'occasion et VFV.
 - Ces équipements proviennent de divers pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie et sont sous deux formes principales : équipements sans test et équipements avec test.
 - En général, ces équipements d'occasion ne sont ni testés à l'importation ni par les opérateurs à leur arrivée. Une fois réceptionnés, ils sont revendus tels quels à des grossistes ou à des détaillants.

SECTEUR PRIVÉ

Qui:

Plusieurs organisations socio-professionnelles regroupent les opérateurs du secteur des DEEE et VFV:

- La Chambre de Commerce et d'Industrie
- Représentants des entreprises de fabrication, de recyclage et de gestion des déchets
- Associations rattachées au Ministère en charge de l'artisanat et regroupées au sein de la fédération nationale des artisans professionnelles de Côte d'Ivoire et de la Chambre Nationale des Métiers
- La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire
- Le Syndicat National des Électroniciens et Dépanneurs de Côte d'Ivoire et l'Association des ferrailleurs
- Les ACIERIES de Côte d'Ivoire, première unité de transformation de ferraille du pays. Elle a pour mission principale l'étude et la mise en œuvre de moyens industriels pour la transformation et la fabrication de produits métallurgiques de toutes dimensions.
- Côte d'Ivoire Plastiques (CIPLAST) est une société spécialisée dans le recyclage des plastiques d'emballage. Elle emploie du personnel constamment en contact avec les plastiques et sa chaîne de production permet de fabriquer des matériels utilitaires recyclables.

CADRE INSTITUTIONNEL

LES ONG

Qui:

- Les ONG sont peu nombreuses dans le secteur
- Quelques initiatives de collectes de DEEE prises par les ONG AFECAMCI, PARO-CI et MESAD peuvent être mentionnées.

Quoi:

- Les ONG ont pour principale champ d'action les activités de collecte et réutilisation des DEEE et des VFV et accordent peu d'importance aux actions de sensibilisation faute d'appui de la part des autorités. Seuls les membres du bureau de l'AFECAMCI, partie prenante au processus du développement et de mise en œuvre du projet UPOPCI, ont été sensibilisés sur la convention de Stockholm, les effets des POP et les dangers liés à la gestion inappropriée des DEEE et des VFV.
- Par le Programme National de Gestion des Déchets, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable envisage de conduire en liaison avec le Groupe Hewlett Packard un projet de récupération et de valorisation des DEEE afin d'assurer une gestion durable de ces types de déchets en Côte d'Ivoire.
- Le Programme Assainissement Recyclage Ordures de Côte d'Ivoire (PARO-CI) a développé une plateforme de gestion intégrée des déchets électroniques. Grâce à celle-ci, PARO-CI entend contribuer à la formalisation de la filière des déchets électroniques et promouvoir un système innovant et circulaire de gestion écologiquement rationnelle des déchets électroniques en Côte d'Ivoire. Considérée par l'AFD comme une innovation pour le développement durable en Afrique, la plateforme de gestion intégrée de PARO-CI est aussi l'un des projets admis dans le Consortium EWIT. Le Consortium vise à promouvoir des outils de gestion efficiente des déchets d'équipements électriques et électroniques en Afrique via un portail web portant sur quatre piliers thématiques: la collecte des DEEE, la technologie de traitement des DEEE, la législation et le financement d'un système de gestion des DEEE, et l'économie circulaire.
- La plupart des décideurs politiques ne semble pas suffisamment informé de l'existence de conventions internationales et d'autres textes juridiques en matière de gestion des DEEE et des VFV et leurs polymères. Plus particulièrement, le Ministère en charge de l'environnement, ainsi que le personnel technique de ses structures spécialisées telles que le CIAPOL et l'ANDE ont une faible connaissance des POP issus des DEEE et des VFV et leurs impacts sur la santé humaine et l'environnement.

ANNEXE 2

NOTES SUR LE MESSAGE

- Les messages doivent être disponibles en français, et, si possible, dans les langues locales
- Les messages doivent être compréhensibles autant pour les personnes analphabètes que létrées
- Les messages doivent être libres de tous stéréotypes sexistes ;
- Les messages doivent susciter des changements de rapports sociaux entre les hommes et les femmes pour favoriser une implication commune dans la gestion des DEEE/VFV ;
- Les messages doivent susciter un regain de masculinité positive dans le secteur DEEE/VFV ;
- Les messages doivent susciter une prise de conscience des femmes sur leur potentiel ;
- Les messages en faveur de l'insertion des femmes dans les secteurs DEEE/VFV doivent contribuer à changer les perceptions sur le métier que les femmes peuvent occuper dans le secteur ;
- Sensibiliser les acteurs sur les valeurs de genre et d'inclusion sociale telle que l'égalité des chances l'autonomisation, équité, justice sociale, parité, etc.
- Fournir et former aux acteurs des outils d'intégration du genre dans leurs activités/interventions
- Des propositions de messages clés à l'endroit des femmes, hommes, filles et garçons ciblés par le projet sont faites ci-dessous :

Pour les responsables d'entreprises ou de commerce dans les secteurs DEEE/VFV

- Je suis conscient-e des dangers liés à l'exposition aux POP, je me protège et je protège mon personnel

Aux filles et garçons exerçants dans les secteurs

- Je ne veux pas réduire mes chances de devenir parent demain, je me protège avec des équipements de protection individuelle contre les émissions de POP
- Les POP sont réels, ça rend malade, je suis une jeune fille, un jeune homme conscient donc je me protège

Aux artisan-e-s exerçant dans le secteur

- L'émission de POPNI ne passera pas par moi, je ne brûle pas les matériaux issus des DEEE/VFV
- Je suis un-e artisan-e qui protège l'environnement
- Je suis mécanicienne (électricienne), tu es mécanicien (électricien), je me protège avec les équipements de protection individuelle
- Je ne veux pas compromettre ma fertilité, je me protège des sources d'émission des POP et PBDE
- Mécaniciennes ; mécaniciens ; vendeurs, vendeuses de pièces détachées ensemble pour une gestion écologique de la casse

Aux femmes :

- Femme, tu peux tout faire tu as ta place dans le secteur des DEEE/VFV
- Les hommes sont nos alliés dans la gestion des casses, impliquons-nous
- Travailler à la casse est un métier valorisant, j'en suis fière
- Je peux obtenir des compétences en me formant pour une gestion écologique des casses

Aux hommes

- Travaillons mains dans la main avec les femmes pour une gestion appropriée des casses de Côte d'Ivoire
- Les femmes ont un rôle à jouer dans la modernisation des casses, nous accompagnons leur intégration
- Les femmes sont nos alliées dans la gestion des casses, impliquons-les
- Nous soutenons l'intégration des femmes en les formants aux métiers de la casse

NOTES SUR LA DIMENSION DU GENRE

- L'utilisation des procédés d'écriture inclusive, l'utilisation des statistiques sexospécifiques.
- Faire attention aux images. Dans les illustrations et photos de nombreux stéréotypes se glissent dans les représentations visuelles : surreprésentation des hommes en situation professionnelle, femmes avec des enfants ; métiers sexués ; femmes choisies pour leur aspect «décoratifs» (vêtements, cheveux, etc.) ; choix des couleurs. Éviter en particulier l'utilisation du rose et des couleurs douces pour les femmes et les filles et du bleu et des couleurs sombres pour les hommes et les garçons.
- L'organisation et la conduite des évènements de sensibilisation, de formation doit tenir compte de la disponibilité des femmes.
- Il faudra veiller à équilibrer le nombre de femmes et d'hommes, de filles et de garçons pour que tou-te-s se sentent inclus-es et représenté-e-s.
- Diversifier leurs représentations afin de ne pas enfermer les femmes et les hommes dans des rôles stéréotypés et d'assurer une diversité réelle.
- La conception des messages doit être bien pensée. La dimension de genre permet d'enrichir les messages et d'apporter plus de précision sur les contenus, en apportant des informations utiles.
- Il faudra s'assurer que les messages ne renforcent pas les normes, les traditions et les pratiques de genre négatives.



Femmes triant des déchets en plastique dans une décharge à Abidjan.

© UNICEF/UN0206942/Dejongh

STRATÉGIE DE COMMUNICATION



JUIN 2021